

EVALUATION DES BESOINS EN EDUCATION ET EN
PROTECTION DANS LES REGIONS DU NORD ET DE LA
BOULE DU MOUHOUN

Décembre 2021

Sommaire

Sommaire.....	1
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	2
Résumé exécutif.....	3
Introduction générale	6
1. Présentation générale de l'étude.....	6
1.1. Contexte et justification de l'étude	7
1.2. Objectifs de l'étude	8
1.3. Les résultats attendus de l'étude.....	8
1.4. Approche méthodologique.....	9
1.4.1. Analyse documentaire.....	9
1.4.2. Collecte des données primaires.....	9
1.4.3. Traitement des données	9
2. Situation humanitaire dans la zone.....	9
2.1. Situation sécuritaire.....	9
2.2. Mouvements de population et impact sur l'éducation et la protection	10
2.2.1. Mouvements des populations dans la région de la Boucle du Mouhoun.....	10
2.2.2. Mouvements des populations dans la région du Nord.....	11
2.3. Analyse des impacts des mouvements sur l'éducation	12
2.4. Analyse des risques de protection dans la Boucle du Mouhoun et du Nord.....	14
3. Analyse des interventions sur l'éducation et la protection.....	16
3.1. Cartographie des interventions en éducation et protection, région de la Boucle du Mouhoun	17
3.2. Cartographie des interventions en éducation et protection, région du Nord	19
4. Besoins prioritaires en éducation et en protection.....	21
4.1. Besoins prioritaires en éducation	21
4.2. Besoins prioritaires en protection	23
Conclusions et recommandations.....	25
Références bibliographiques.....	26

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLE : DEFINITIONS

OCHA	: Office Coordination of Humanitarian Affairs
	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des
MENAPLN	: Langues Nationales
SSEZDS	: Stratégie de Scolarisation des Elèves dans les Zones à Forts Défis Sécuritaires
PNU	: Plan National d'Urgence
Educo	: Fundación Educación y Cooperación (Educo)
ST/ESU	: Secrétariat technique de l'éducation en situation d'urgence
CONASUR-	
BF	: Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
PDI	: Personne déplacée interne
FDS	: Force de Défense et de Sécurité
LTB	: Logements-terres et Biens
GANE	: Groupes Armées Non Etatiques
SAME	: Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence
ONG	: Organisation non gouvernementale
SVBG	: Violences sexuelles et sexiste
EDI	: Elèves déplacés internes

Résumé exécutif

Dans l'obligation de faire face à ses engagements en faveur d'une éducation de qualité pour tous dans ce contexte sécuritaire, le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) a élaboré une Stratégie de Scolarisation des Elèves dans les Zones à Forts Défis Sécuritaires¹ (SSEZDS) 2019-2024. En sa qualité de partenaire du MENAPLN et acteur majeur de l'éducation, la Fundación Educación y Cooperación (Educo) est donc particulièrement interpellée par cette situation d'où la présente étude pour répondre à l'appel à projet du plan de réponse de l'union européenne (HIP 2022).

L'objectif global de l'étude est d'analyser les principaux problèmes et les besoins en matière d'éducation et de protection dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun. L'étude a été essentiellement réalisée à travers une revue documentaire dans la région du Nord et de la Boucle du Mouhoun en plus de données primaires collectées auprès des acteurs de l'éducation et de la protection essentiellement sur leurs besoins et a permis de dégager les principales conclusions suivantes :

➤ **De la situation sécuritaire**

La situation sécuritaire dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord a demeuré préoccupante depuis ces trois dernières années et en particulier durant ces deux derniers mois (octobre, novembre) avec la multiplication des attaques avec 281 incidents sécuritaires enregistrés dans les provinces du Loroum et du Yatenga dans le seul mois d'octobre.

➤ **Des mouvements de la population**

Selon le rapport du CONASUR, 47573 personnes étaient des déplacés internes dont 20812 dans la Kossi (Nouna : 6687, Bomborokuy : 6380, Djibasso : 5771 et Barani : 1172) et 10165 dans le Sourou (Tougan : 7045, Di : 2183).

Au 30 septembre 2021, dans la province du Loroum on dénombrait 59 440 PDI dont 35 364 enfants soit 59,5%, 13399 soit 22,5% tandis qu'à la même période dans le Yatenga le nombre de PDI était de 63460 dont 38568 soit 60,8% et 14222 femmes soit 22,4% des PDI comme le montre le tableau ci-dessous.

Au Nord, la plupart des déplacés internes sont concentrées dans les villes de Titao (46841 personnes soit 36,5% de la région) et Ouahigouya (63460 PDI, soit 49,5% de la région).

➤ **Des impacts des mouvements sur l'éducation**

Dans la Boucle du Mouhoun, on dénombre 274 établissements scolaires fermés, affectant 43 910 élèves soit 21209 filles et 993 enseignants dont 343 femmes tandis

¹ Rapport Intersos octobre 2021 région du Nord

que dans la région du Nord, 335 établissements scolaires ont fermé, affectant 41 248 élèves soit 19 839 filles et 798 enseignants dont 287 femmes ;

Dans les provinces du Sourou, 17 écoles déplacés pour un effectif total de 1429 élèves au 30 octobre 2021.

Selon le Rapport statistique des données d'éducation en situation d'urgence au 30 octobre 2021/ST ESU, 76 ; 62 ; 25 et 189 écoles primaires respectivement dans la Kossi, le Sourou, le Loroum et le Yatenga ont accueilli dans le même ordre 1337 ; 3638 ; 5473 et 10634 élèves comme le montre le tableau 7 ci-dessous.

➤ **Risques de protection dans la Boucle du Mouhoun et du Nord**

L'absence de certains services publics dans les zones en insécurité constitue une préoccupation majeure pour les populations en termes d'accès à la documentation, aux soins de santé, à l'éducation et aux services de sécurité. Les enfants sont exposés entre autres au mariage forcé, aux pires formes de travail, à l'exploitation à des fins économiques et sexuelles. En effet, au cours du mois du novembre 2021, vingt-un (21) survivantes de VBG ont été identifiées dans la région de la Boucle du Mouhoun dont 3 cas de viol, 1 cas d'agression sexuelle, 4 cas d'agression physique, 5 cas de mariage forcé, 1 cas de déni de ressources et 7 cas de violence psychologique dont 10 dans le Sourou et 11 dans la Kossi. La région du Nord quant à elle a enregistré au cours de la période 10 cas de VBG dont 4 cas de violences psychologiques et émotionnelles, 1 cas de déni de ressources, 3 cas d'agression physique et 2 cas d'agression sexuelle. Parmi ces 10 cas, 8 ont été enregistrés dans le Yatenga (Ouahigouya et Thiou) et 2 à Titao dans le Loroum².

➤ **Des interventions en éducation et protection**

Les ONGs œuvrant dans le domaine de l'éducation et la protection sont entre autre EDUCO, Tdh, certains ONGS comme Educo ,Save The Children, Terres des hommes, UNICEF, INTERSOS, Plan Burkina, IRC, DRC ainsi que d'autres associations locales mettent en œuvre un ensemble de projets en vue de contribuer à l'amélioration de l'éducation dans cette partie du pays à travers plusieurs actions dont notamment la construction d'espaces temporaires d'apprentissages, la dotation en kits scolaires ainsi que la mise en place d'appui continue des élèves en vue de garantir le niveau des élèves .

➤ **Des besoins prioritaires**

Parmi les actions les plus urgentes citées par les partenaires notamment les structures déconcentrées de l'éducation et des services de protection ainsi que des collectivités, on peut retenir entre autres la construction et l'équipement des espaces

² Rapport protection INTERSOS

d'apprentissages, la dotation des EDI en kits scolaires, Formation en PESU, ESU, Save school, Pédagogie des grands groupes, pédagogie différenciée, la Dotation en vivre, Identification et coordination des acteurs de protection, formation des acteurs, conférence de cas, Organiser des cours de soutien.

Dotation de dispositifs d'éclairage, la prise en charge des enfants vulnérables , assurer la continuité de l'éducation a travers le développement d'alternative éducative ? Mise en place de Dispositif d'accompagnement protecteur des EDIs), formation des acteurs sur les stratégies de signalement et de référencement.

La crise sécuritaire affecte les communautés des régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord de façon multiforme en termes d'accès à la sécurité, à l'alimentation et aux services sociaux de base dont l'éducation et la protection.

Il convient donc de proposer une intervention de prend en compte plusieurs dimensions de la crise notamment ne pluralité de réponses susceptibles d'être adaptées en fonction des conditions de sécurité, des demandes des communautés et des ressources mobilisables au niveau local.

L'intervention pourrait proposer des alternatives éducatives en vue d'assurer la continuité de l'éducation malgré la crise mais aussi prendre en compte les questions de protection, d'accès à la nourriture. Elle devrait tenir compte des enfants qui se sont déplacés avec les écoles que des enfants n'ayant plus la possibilité d'aller à l'école car leurs établissements sont fermés dans leurs lieux d'habitations actuels.

Introduction générale

Le Burkina Faso est confronté à de nombreux défis parmi lesquels l'accès à une éducation de qualité des filles et des garçons ainsi que la protection des enfants. En effet, depuis 2016, le pays est confronté à de nombreux problèmes d'insécurité avec son corollaire de déplacements massifs des populations. Cependant au regard des ressources limitées de l'Etat à répondre aux besoins des populations, l'Etat n'arrive toujours pas à apporter des réponses appropriées aux situations d'urgences.

Pour accompagner l'Etat dans sa quête de bien-être des populations surtout en cette période difficile ou de nombreuses populations ont abandonnées leurs lieux d'habitations habituels, certains partenaires accompagnent le gouvernement à travers le financement des projets pour contribuer à résoudre les problèmes urgents des populations vulnérables. Ces projets sont confiés aux ONG ou aux associations locales qui ont généralement un enracinement communautaire dans les zones.

Ainsi, l'union européenne à travers la DG ECHO a lancé un appel à projets dans le cadre de la réponse humanitaire inclusive au titre de l'année 2022 (HIP2022) en vue de contribuer à l'amélioration de l'accès et la qualité de l'éducation aux enfants des ménages déplacés internes et des communauté hôtes.

Pour répondre à cet appel à projet, Educo souhaite avoir une situation actualisée des besoins en matière d'éducation et de protection dans les zones cibles notamment le Nord et la Boucle du Mouhoun.

Le présent rapport d'étude constitue donc un diagnostic des besoins d'éducation et de protection en contexte d'urgence dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun avec en sus une cartographie des acteurs, un état des lieux des perceptions des catégories de communautés et des approches ou mécanismes pertinents pouvant être utilisés pour conduire des interventions efficaces à l'endroit des enfants et des communautés. Il comprend trois parties à savoir une présentation générale de l'étude (contexte, objectifs et résultats attendus), une présentation du contexte humanitaire (contexte sécuritaire et mouvements des populations et des élèves et une troisième partie qui fait la synthèse des interventions déjà en cours dans les deux régions sur les thématiques d'éducation et de protection suivi d'une évaluation des besoins nécessaire pour combler les gaps en termes d'éducation et de sécurité alimentaire.

1. Présentation générale de l'étude

Ce paragraphe a pour objet de situer le contexte de l'étude, ses objectifs, les résultats attendus ainsi que l'approche méthodologique adopté pour aboutir aux résultats.

1.1. Contexte et justification de l'étude

Le Burkina Faso tout comme les autres pays du Sahel est confronté depuis ces cinq dernières années à des attaques terroristes débutées dans le Sahel notamment dans la province du Soum mais se sont progressivement installés dans les autres régions notamment la Boucle du Mouhoun et le Nord qui font partie désormais des régions à forts défis sécuritaires. Autrefois dirigés vers les structures et services étatiques, elles ont ciblé par la suite l'ensemble de la population à travers des enlèvements, des pillages, des assassinats ciblés. Cette dégradation rapide de la situation sécuritaire a entraîné un mouvement de population sans précédent à partir de janvier 2019 et une rupture dans les offres des services sociaux de base dont l'éducation. Ces mouvements de populations se sont poursuivis en 2020 et 2021 et s'est même aggravée au cours des mois d'octobre et de novembre 2021 après une certaine accalmie.

Dans cette situation, le pays s'est doté d'un Plan National d'Urgence en février 2019 et d'un Plan de Réponse Humanitaire qui fédère l'assistance humanitaire sous la coordination de OCHA.

Dans l'obligation de faire face à ses engagements en faveur d'une éducation de qualité pour tous dans ce contexte sécuritaire, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) a élaboré une Stratégie de Scolarisation des Elèves dans les Zones à Forts Défis Sécuritaires¹ (SSEZDS) 2019-2024. Celle-ci vise la mise en place d'un « environnement scolaire sain, pacifique et sécurisé qui garantit et favorise la continuité efficace des activités d'enseignement/apprentissage sur toute l'étendue du territoire national »³ à l'horizon 2024. Pour garantir la sécurisation complète des acteurs et structures d'éducation et assurer la continuité du service éducatif dans les zones touchées par la crise sécuritaire, le MENAPLN mise sur la mutualisation des ressources et une synergie entre l'Etat, la société civile et tous les partenaires de l'éducation.

En sa qualité de partenaire du MENAPLN et acteur majeur de l'éducation, la Fundación Educación y Cooperación (Educo) est donc particulièrement interpellée par cette situation. En effet, Educo intervient dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire, de la protection de l'enfant et du développement socioéconomique des populations à travers l'approche Droits de l'Enfant. Engagée aux côtés des communautés, des collectivités territoriales et des structures de l'Etat, Educo travaille principalement pour la réalisation de trois principes fondamentaux des Droits de l'Enfant : (i) le droit à une éducation équitable, transformatrice et de qualité tout au long de la vie ; (ii) le droit de vivre dans des environnements sécurisants et protecteurs ; et (iii) le droit d'exercer une citoyenneté active dans le cadre des systèmes publics qui promeuvent ses droits. Cette intervention, a beaucoup contribué à l'amélioration de l'éducation et de la protection des enfants dans la région du Nord.

³ Stratégie de Scolarisation des Elèves dans les Zones à forts Défis Sécuritaires 2019-2024, MENAPLN,

C'est dans ce contexte que la Fondation Educo a entrepris la présente étude, pour mieux cerner les principaux problèmes et identifier les besoins non couverts afin d'initier des interventions complémentaires pour soutenir l'éducation des enfants affectés par les crises sécuritaires et sanitaires dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun.

1.2. Objectifs de l'étude

L'objectif global de l'étude est d'analyser les principaux problèmes et les besoins en matière d'éducation et de protection dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun.

De manière spécifique l'étude vise à :

- 1) Identifier les interventions existantes et le gap humanitaire à couvrir en termes d'éducation (accès, qualité et gouvernance scolaire) et de protection (besoins primaires, prise en charge psychosociale, référencement),
- 2) Faire une cartographie des acteurs intervenant dans le domaine de l'éducation et de protection en situation d'urgence et les possibilités de collaboration ;
- 3) Faire un état des lieux des perceptions des catégories de communautés (communautés hôtes, déplacées et réfugiées) dans les zones ciblées sur la cohabitation, la scolarisation/ré-scolarisation des enfants déplacés et réfugiés, et la réceptivité d'un accompagnement
- 4) Analyser les risques susceptibles d'influencer les interventions d'éducation et de protection, et proposer des stratégies de mitigation
- 5) Identifier les approches ou mécanismes pertinents pouvant être utilisés pour conduire des interventions efficaces à l'endroit des enfants et des communautés hôtes, déplacés et réfugiés dans les zones ciblées.

1.3. Les résultats attendus de l'étude

Les résultats escomptés de l'étude sont les suivants :

- 1) Les interventions existantes et le gap humanitaire à couvrir en termes d'éducation (accès, qualité et gouvernance scolaire) et de protection (besoin primaire, prise en charge psychosociale, référencement), sont connus ;
- 2) Une cartographie des acteurs intervenant dans le domaine de l'éducation et de protection en situation d'urgence est disponible et les possibilités de collaboration sont identifiées ;
- 3) Un état des lieux des perceptions des catégories de communautés (communautés hôtes, déplacées et réfugiées) dans les zones ciblées sur la cohabitation, la scolarisation/ré-scolarisation des enfants déplacés et réfugiés, et la réceptivité d'un accompagnement est réalisé ;

- 4) Les risques susceptibles d'influencer les interventions d'éducation et de protection, sont identifiés et analysés ainsi que des stratégies de mitigation pertinentes sont répertoriées ;
- 5) Les approches ou mécanismes pertinents pouvant être utilisés pour conduire des interventions efficaces à l'endroit des enfants et des communautés hôtes, déplacées et réfugiées dans les zones ciblées sont connues et documentées.

1.4. Approche méthodologique

1.4.1. Analyse documentaire

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette évaluation est essentiellement une analyse documentaire. En effet, pour avoir une idée de l'impact de la crise sécuritaire et sanitaire, les rapports des différentes organisations non gouvernementales, des clusters ainsi que des services étatiques notamment les annuaires statistiques, le rapport de la situation de l'éducation produit par le ST/ESU ont été utilisés, toute chose qui a permis de faire une analyse croisée des informations afin d'identifier les besoins en matière d'éducation et de protection dans cette situation d'urgence.

1.4.2. Collecte des données primaires

Des données primaires ont été collectées auprès de certains partenaires traditionnelles à travers un atelier au cours duquel, les priorités des acteurs ont été cernées. Il s'est agi pour Educo d'écouter les partenaires de mise en œuvre des projets, de cerner leurs préoccupations en termes de besoins actuels et de recueillir les stratégies proposées pour combler ses gaps.

1.4.3. Traitement des données

Le traitement des données a consisté à l'analyse des données secondaires à travers les réorganisations des informations sous forme de tableau adapté aux besoins actuels ainsi qu'à une analyse de contenu des données qualitatives issus aussi bien de l'atelier que des documents jugés importants. Ce traitement a permis de cerner les informations capitales utiles pour expliquer les gaps des besoins en termes d'éducation et de protection.

2. Situation humanitaire dans la zone

2.1. Situation sécuritaire

Les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord font partie des principales zones qui sont en proie à des attaques terroristes depuis six ans. Principalement dans la province du Sourou, de la Kossi dans la Boucle du Mouhoun et du Loroum et Yatenga dans la région du Nord. Cette situation sécuritaire évolue au gré des réactions des groupes armés dans ces localités mais globalement a demeuré préoccupante depuis ces trois dernières années et en particulier durant ces deux derniers mois (octobre, novembre).

La situation sécuritaire de la Boucle du Mouhoun et de la région du Nord se sont dégradés ces derniers mois en raison de multiples attaques terroristes dans la zone qui a occasionnées des déplacements massifs des populations vers les centres urbains les plus proches.

La dégradation de la situation sécuritaire n'a pas connu de recul depuis le mois de septembre 2021 et s'est même accentuée avec les récentes attaques dans les deux régions. En effet, dans la région du Nord, plusieurs incidents sécuritaires ont lieu pendant la période. Selon le rapport de l'ONG INTERSOS, 284 incidents sécuritaires ont été enregistrés dans les provinces du Loroum et du Yatenga en octobre. Ces incidents ont été accompagné de mouvements des groupes armées dans plusieurs villages des communes de Koumbri, Tangaye, Thiou et Kain dans la province du Yatenga et dans toutes les communes du Loroum.

Au niveau de la Boucle du Mouhoun, la situation sécuritaire n'est pas reluisante et s'est même aggravée avec les attaques de la gendarmerie de Di les 3 et 4 novembre, créant ainsi une situation de panique au sein de la population. Des menaces ont également été faites dans les villages de Daka, Boussoium, Niankorè et Bonou dans la commune de Tougan et dans la commune de Lanfièra, occasionnant ainsi la fermeture des différentes écoles de ces localités.

2.2. Mouvements de population et impact sur l'éducation et la protection

Le contexte sécuritaire difficile a entraîné des mouvements de population dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun et en particulier dans les provinces du Loroum, du Yatenga, de la Kossi et du Sourou.

2.2.1. Mouvements des populations dans la région de la Boucle du Mouhoun

Au 30 septembre 2021, la situation des déplacés internes établi par le ministère en charge de l'action humanitaire montre que les provinces d'accueils des déplacés sont essentiellement les BALE (26,4% des déplacés de la région), de la Kossi (43,7%) et du Sourou (21,4%) comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1: Situation des PDI au 30 Septembre 2021

Province	Hommes	Femmes	(-5 ans)	(5 ans et+)	Total Enfants	Total de PDI	Proportion
Bale	2498	2698	3599	3743	7342	12538	26,4%
Banwa	406	602	460	1015	1475	2483	5,2%
Kossi	3918	4765	3451	8678	12129	20812	43,7%
Mouhoun	217	260	219	489	708	1185	2,5%
Nayala	83	87	60	160	220	390	0,8%
Sourou	2534	2185	1098	4348	5446	10165	21,4%
Total B M	9656	10597	8887	18433	27320	47573	100,0%

Source : CONASUR-BF/30 sept 2021/Nos calculs.

⁴ Rapport Intersos octobre 2021 région du Nord

Ces déplacés internes sont essentiellement dans les chefs-lieux de provinces notamment Boromo, Nouna et Tougan. Au total, à cette date, dans la région de la Boucle du Mouhoun, 47573 personnes étaient des déplacés internes dont 20812 dans la Kossi (Nouna : 6687, Bomborokuy :6380, Djibasso :5771 et Barani :1172) et 10165 dans le Sourou (Tougan : 7045, Di :2183). Parmi ces déplacés internes il ya un nombre important d'enfants. En effet, le nombre d'enfants déplacés étaient estimés à 27320 soit plus 57,4% des PDI et 10597 femmes soit 22,3% des PDI.

Tableau 2: Répartition du nombre de déplacés internes par commune dans la région de la Boucle du Mouhoun

Provinces	Communes	Hommes	Femmes	Enfants de moins de 5 ans	Enfants de plus de 5 ans	Total Enfants	Nombre total de PDI
Kossi	Barani	222	273	173	504	677	1 172
Kossi	Bomborokuy	1 162	1 504	922	2 792	3 714	6 380
Kossi	Bourasso	14	12	6	24	30	56
Kossi	Djibasso	997	1 282	885	2 587	3 472	5 751
Kossi	Dokuy	2	1	1	5	6	9
Kossi	Kombori	169	181	98	278	376	726
Kossi	Madouba	3	3	2	15	17	23
Kossi	Nouna	1 345	1 508	1 363	2 471	3 834	6 687
Kossi	Sono	4	1	1	2	3	8
Sourou	Di	413	444	406	920	1 326	2 183
Sourou	Kiembara	112	96	55	444	499	707
Sourou	Lanfiera	16	23	23	64	87	126
Sourou	Lankoue	30	30	3	41	44	104
Sourou	Tougan	1 963	1 592	611	2 879	3 490	7 045

Source : CONASUR-BF/30 sept 2021/Nos calculs.

2.2.2. Mouvements des populations dans la région du Nord

Au 30 septembre 2021, dans la province du Loroum on dénombrait 59 440 PDI dont 35 364 enfants soit 59,5%, 13399 soit 22,5% tandis qu'à la même période dans le Yatenga le nombre de PDI était de 63460 dont 38568 soit 60,8% et 14222 femmes soit 22,4% des PDI comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Situation des PDI au 30 Septembre 2021

Province	Hommes	Femmes	(-5 ans)	(5 ans et+)	Total Enfants	Total de PDI	Proportion
Loroum	10677	13399	9629	25735	35364	59440	46,4%
Passore	690	807	646	1570	2216	3713	2,9%
Yatenga	10670	14222	9721	28847	38568	63460	49,5%
Zonoma	304	334	236	675	911	1549	1,2%
Total Nord	22341	28762	20232	56827	77059	128162	100,0%

Source : CONASUR-BF/30 sept 2021/Nos calculs.

Au Nord, la plupart des déplacés internes sont concentrées dans les villes de Titao (46841 personnes soit 36,5% de la région) et Ouahigouya (63460 PDI, soit 49,5% de la région).

Tableau 4: Répartition du nombre de déplacés internes par commune dans la région du Nord

Provinces	Communes	Hommes	Femmes	Enfants de moins de 5 ans	Enfants de plus de 5 ans	Total Enfants	Nombre total de PDI
-----------	----------	--------	--------	---------------------------	--------------------------	---------------	---------------------

Loroum	Banh	1 351	1 491	1381	3 281	4 662	7 504
	Ouindigui	440	521	409	863	1 272	2 233
	Solle	775	699	493	895	1 388	2 862
	Titao	8 111	10 688	7346	20 696	28 042	46 841
Yatenga	Kalsaka	102	125	72	212	284	511
	Kossouka	542	679	489	1 414	1 903	3 124
	Namissiguima	356	467	353	861	1 214	2 037
	Ouahigouya	5 727	8 592	5991	17 584	23 575	37 894
	Oula	186	271	182	480	662	1 119
	Rambo	518	562	332	1 063	1 395	2 475
	Séguénéga	1 312	1 584	1157	2 982	4 139	7 035
	Tangaye	26	21	22	30	52	99
Thiou	1 901	1 921	1123	4 221	5 344	9 166	

Source : CONASUR-BF/30 sept 2021/Nos calculs.

Outre cette situation actualisée au 30 septembre, au cours du mois de novembre, des menaces ont été faites dans les villages de Daka, Boussoium, Niankorè et Bonou dans la commune de Tougan et dans la commune de Lanfièra, occasionnant ainsi la fermeture des différentes écoles de ces localités. 146 ménages PDI (soit 1257 individus) ont été dénombrés par les services de l'action humanitaire de la province du Sourou à la date du 19 novembre 2021. Au total, le nombre de ménages déplacés s'élève à 264 soit exactement 2031 individus.

2.3. Analyse des impacts des mouvements sur l'éducation

A la rentrée d'octobre 2021, selon le ministre de l'enseignement primaire post primaire et de la promotion des langues nationales, 2877 établissements (soit 11% de l'ensemble des établissements du pays) sont fermés au niveau national soit environ plus de 633 établissements fermés à nouveau par rapport aux effectifs de l'année dernière traduisant la montée des attaques terroristes dans le pays.

Au niveau du primaire, 2 266 écoles sont fermées soit 12,96% des écoles primaires affectant 264 424 élèves soit 124 537 filles et 8 646 enseignants dont 2 851 femmes.

Quant au post-primaire et secondaire on dénombreait 567 établissements fermés représentant 8,43% des établissements scolaires affectant 79 567 élèves soit 35 017 filles et 560 enseignants dont 277 femmes.

Particulièrement dans la région de la Boucle du Mouhoun, on dénombre 274 établissements scolaires fermés, affectant 43 910 élèves soit 21209 filles et 993 enseignants dont 343 femmes tandis que dans la région du Nord, 335 établissements scolaires ont fermé, affectant 41 248 élèves soit 19 839 filles et 798 enseignants dont 287 femmes ;

Ces fermetures font suite à des attaques et/ou menaces terroristes avec son corollaire de psychose et de peur engendrées par le phénomène terroriste sur les populations et la scolarité des enfants. Le tableau ci-dessous présente la situation dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun :

Tableau 5: Situation des établissements fermées au 31 octobre 2021

Région	Province	Nbre d'établissements	Nombre d'élèves affectés			Nombre d'enseignants affectés		
			Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Total
Primaire								
Boucle du Mouhoun	Kossi	70	4 832	5 409	10 241	101	207	308
	Sourou	121	10 650	11 251	21 901	192	375	567
Nord	Loroum	138	4 000	4 381	8 381	92	162	254
	Yatenga	129	11 544	11 929	23 473	187	340	527
Post primaire et secondaire								
Boucle du Mouhoun	Kossi	20	586	821	1 407	11	12	23
	Sourou	46	4 775	4 893	9 668	36	36	72
Nord	Loroum	38	3 294	4 110	7 404	-	1	1
	Yatenga	30	1 001	989	1 990	8	8	16

Source : Rapport statistique des données d'éducation en situation d'urgence au 30 octobre 2021/ST ESU.

La fermeture des établissements dans les zones de résidences habituels a entraîné le déplacement de certains établissements dans les centres urbains ou dans des centres les plus sécurisés. Ainsi donc, dans les provinces du Sourou, le nombre d'école primaire déplacés est de 17 écoles pour un effectif total de 1429 élèves au 30 octobre 2021. Aussi, un établissement post primaire a été déplacé pour un effectif d'estimé 291 élèves.

Dans la Boucle du Mouhoun au total 18 établissements délocalisés pour 1 720 élèves dont 873 filles et au Nord ,27 établissements délocalisés pour 5 342 élèves dont 2 576 filles.

Tableau 6: Etablissements déplacés

Cycle	Régions	Provinces	Nombre d'établissements délocalisés	Nombre d'EDI accueillis		
				Filles	Garçons	Total
Primaire	Boucle du Mouhoun	Kossi	1	54	48	102
		Sourou	16	655	672	1 327
	Nord	Yatenga	4	160	196	356
Post primaire	Boucle du Mouhoun	Sourou	1	164	127	291
	Nord	Yatenga	17	1 608	1 621	3 229

Source : Rapport statistique des données d'éducation en situation d'urgence au 30 octobre 2021/ST ESU

De nombreux établissement ont accueilli des enfants dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord. En effet, selon le Rapport statistique des données d'éducation en situation d'urgence au 30 octobre 2021/ST ESU, au niveau des établissements primaire, 76 ; 62 ; 25 et 189 établissements respectivement dans la Kossi, le Sourou, le Loroum et le Yatenga ont accueilli dans le même ordre 1337 ; 3638 ;5473 et 10634 élèves comme le montre le tableau 7 ci-dessous :

Tableau 7: Situation des établissements d'accueil

Cycle	Région	Provinces	Nombre d'établissement d'accueil	Nombre d'EDI accueillis		
				Filles	Garçons	Total
Primaire	Boucle du Mouhoun	Kossi	76	602	735	1 337
		Sourou	62	1 844	1 794	3 638
	Nord	Loroum	25	2 599	2 874	5 473
		Yatenga	189	5 199	5 435	10 634

Post primaire et secondaire	Boucle du Mouhoun	Kossi	18	161	375	536
		Sourou	34	382	415	797
	Nord	Yatenga	75	1 208	1 190	2 398

Source : Rapport statistique des données d'éducation en situation d'urgence au 30 octobre 2021/ST ESU

Au regard des informations présentées, le problème d'accès à une éducation de qualité se posent en raison de l'abandon des établissements en raison des déplacements des populations mais aussi des questions de qualité en raison des effectifs pléthores que cela a engendré dans les établissements d'accueil.

2.4. Analyse des risques de protection dans la Boucle du Mouhoun et du Nord

✓ Etat de droit

La crise sécuritaire a occasionné la fermeture de certaines structures déconcentrées de l'Etat et de l'administration décentralisée (mairies). Cette situation s'est matérialisée par l'absence de certains services publics. Ce qui constitue une préoccupation majeure pour les populations en termes d'accès à la documentation, aux soins de santé, à l'éducation et aux services de sécurité. A titre illustratif, l'établissement des différents documents d'état civil est devenu quasi impossible dans les communes des régions de la Boucle du Mouhoun (Toéni, Gomboro, Barani, Kombori) et de Nord (Koumbri, Tangaye, Kain, Banh, Sollé).

En sus, le faible maillage sécuritaire de ces zones ainsi que les difficultés d'accès aux différents services constituent les principaux risques de protection pour les populations. En effet, dans la région de la Boucle du Mouhoun, les communes de Bourasso, de Bomborokuy, de Kombori, de Son, de Kassoum et de Lankoué ne sont couvertes que par des patrouilles des FDS en l'absence de postes permanents de sécurité. Dans la région du Nord, Les récentes dégradations de la situation sécuritaire dans les communes de Titao, de Barga et de Ouindigui viennent aggraver les conditions de vie des populations qui ont été obligées de fuir leurs villages, laissant derrière eux tous leurs biens.

✓ Protection de l'enfance

La protection de l'enfance devient primordiale surtout avec les mouvements de populations enregistrés. Bien qu'aucune enquête ne soit spécifiquement réalisée à cet effet, on peut noter, au regard du nombre important de PDI enregistrés, la présence d'enfants déscolarisés et des risques de graves violations des droits de l'enfant. Les enfants sont exposés entre autres au mariage forcé, aux pires formes de travail, à l'exploitation à des fins économiques et sexuelles.

✓ Violences sexuelles et sexiste (SGBV)

Dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord, les violences basées sur le genre constituent des problématiques de protection aggravées par les déplacements de populations. Les principaux cas de SGBV enregistrés se résument aux agressions physiques et sexuelles, au viol, aux violences psychologiques, au déni de ressources et au mariage forcé.

Au cours du mois de novembre 2021, vingt-un (21) survivantes de VBG ont été identifiées dans la région de la Boucle du Mouhoun répartis comme suit : 3 cas de viol, 1 cas d'agression sexuelle, 4 cas d'agression physique, 5 cas de mariage forcé, 1 cas de déni de ressources et 7 cas de violence psychologique dont 10 dans le Sourou et 11 dans la Kossi. Toutes les survivantes ont bénéficié de prise en charge adaptés à leurs besoins soit par assistance directe ou référencement auprès des formations sanitaires ou des partenaires de l'Action Humanitaire.

La région du Nord quant à elle a enregistré au cours de la période 10 cas de VBG dont 4 cas de violences psychologiques et émotionnelles, 1 cas de déni de ressources, 3 cas d'agression physique et 2 cas d'agression sexuelle. Parmi ces 10 cas, 8 ont été enregistrés dans le Yatenga (Ouahigouya et Thiou) et 2 à Titao dans le Loroum⁵.

✓ **Personnes à besoins spécifiques**

Le nombre de personnes à besoins spécifiques ne cesse de s'accroître au fil du temps du fait de la dégradation sécuritaire qui a entraîné des déplacements. En moyenne 72 PBS composés en majorité de personnes âgées, des femmes vulnérables sans sources de revenus sont pré-identifiés par mois. Les besoins prioritaires pour ces PBS sont l'alimentation, les abris et l'accès aux services de santé.

✓ **Cohésion sociale**

En plus de la dégradation continue de la situation de protection des populations civiles, cette crise sécuritaire a des répercussions négatives sur le climat social en matière de cohabitation entre certaines communautés. Bien qu'aucun cas de conflit ouvert n'ait été signalé, les risques de débordement, surtout dans la province de la Kossi sont bien réels. Les restrictions liées à l'exercice d'activités de subsistance imposées aux communautés du fait des risques de protection élevés dans les zones sous menaces sécuritaires pourraient contribuer à aggraver les risques de conflits déjà signalés entre certains groupes socio-professionnels notamment agriculteurs-éleveurs.

✓ **Logements-terres et Biens (LTB)**

Nonobstant les efforts consentis par les structures humanitaires, les PDI et les Hôtes éprouvent des difficultés pour avoir des logements décentes. Les récentes données des activités de monitoring de l'ONG INTERSOS du mois de novembre indiquent que malgré l'opération 300 abris en faveur des PDI de l'ONG Plan Burkina, les besoins de

⁵ Rapport protection INTERSOS

logement sur les grands sites d'accueil des personnes déplacées pourraient rapidement évoluer avec l'arrivée de nouvelles PDI dans les villes de Nouna et de Dédougou à la suite des événements de Bourasso. Dans la commune de Toéni, précisément aux alentours des villages de Doukoun et de Dagalé où l'incident meurtrier contre les FDS s'est produit, certaines populations auraient abandonné leurs champs pour des raisons liées à la forte présence des GANE et aux opérations de ratisage de l'armée qui s'y sont multipliées. Selon la même source, la région du Nord, particulièrement les provinces du Loroum et du Yatenga, a enregistré 12 mouvements de populations dans les communes de Titao, de Ouindigui et de Barga qui ont entraîné des pertes des biens, l'abandon des habitations et des champs augmentant du même coup les besoins en abris et en alimentation dans les zones d'accueil alors que la réponse devient de plus en plus faible.

L'accès à la terre pour les activités agricoles et pastorales et même pour la construction de logements dans les zones de déplacement reste également une préoccupation majeure pour les PDI qui vivent essentiellement de l'agriculture. Ce manque de terres cultivables et l'absence d'activités génératrices de revenus d'appoint sont des facteurs qui favorisent leur dépendance vis-à-vis de l'assistance alimentaire ainsi que la mendicité des femmes et des enfants. A cela, il faut ajouter les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les zones à forte concentration de PDI comme Titao, Ramensè et Ouahigouya avec des impacts négatifs sur la cohabitation pacifique entre PDI et population hôte.

3. Analyse des interventions sur l'éducation et la protection

Dans les deux régions ciblées, il existe déjà de nombreuses interventions en faveur des personnes déplacées internes du fait de la crise sécuritaire ainsi que des ménages d'accueil. En effet, les organismes du système des Nations Unies, les bailleurs institutionnels et les ONG et Associations internationales et nationales sont mobilisées à travers l'appui en termes de ressources au titre des budgets dans le plan de réponse humanitaire de chaque année. Sur le plan de l'Education, L'UNICEF assure la coordination sectorielle Education et apporte des appuis et un renforcement de capacités aux cadres du MENAPLN, notamment au ST/ESU et ce à travers la mise en place d'un cluster EDUCATION. Avec l'aggravation de la crise sécuritaire, la présence des ONG et des organismes du système des Nations Unies s'est renforcée aux côtés du CONASUR, des Directions régionale et provinciales de l'Action Sociale et des services déconcentrés du MENAPLN.

3.1. Cartographie des interventions en éducation et protection, région de la Boucle du Mouhoun

Dans la Boucle du Mouhoun, de nombreux ONGs et associations se sont intéressés à la question humanitaire eu égard des mouvements de population ainsi que la fermeture des établissements engendrés par ces derniers. Ainsi donc, certains ONGS comme Educo ,Save The Children, Terres des hommes, UNICEF, INTERSOS, Plan Burkina, IRC, DRC ainsi que d'autres associations locales mettent en œuvre un ensemble de projets en vue de contribuer à l'amélioration de l'éducation dans cette partie du pays à travers plusieurs actions dont notamment la construction d'espaces temporaires d'apprentissages, la dotation en kits scolaires ainsi que la mise en place d'appui continue des élèves en vue de garantir le niveau des élèves . Aussi des activités de renforcement de capacités sont mises en œuvre.

Tableau 8: Acteurs intervenants sur le plan de l'Education, Boucle du Mouhoun

Structures	Domaine d'intervention	Réponses en cours
EDUCO	Education	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des acteurs de l'éducation ✓ Accroître l'offre éducative par des alternatives éducatives adaptées à la crise sécuritaire ✓ Apporter des appuis en fournitures et la prise en charge des frais de scolarité aux élèves
Save The Children	Protection, Santé, Filets sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection de l'enfant et Protection sociale à l'enfant, filets sociaux, ✓ Protection social sensible à l'enfant, filets sociaux, ✓ Protection de l'enfant ✓ Santé sexuelle et reproductive (amélioration de la santé et des droits relatifs à la sexualité et à la procréation des adolescents)
Tdh	Protection, Education, Nutrition, Wash, Food/NFI, SAME	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et à la résilience au Burkina Faso ✓ Etat-civil, protection de l'enfant, santé sexuelle et reproductive ✓ Fourniture de services de prévention et de protection aux enfants et élèves affectés par les situations d'urgence dans la région de la Boucle du Mouhoun ✓ "Soutien à l'Éducation des Enfants affectés par la Crise sécuritaire dans les Régions du Nord et de la ✓ Support aux communautés et réduction de l'impact du COVID 19 sur les systèmes sociaux et de santé ainsi qu'en milieu carcéral

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Soutenir les enfants par la formation et d'autres méthodes pour favoriser l'autosuffisance et la protection contre l'émigration et l'abus du travail des enfants
DRC	Protection, Education, abris, wash	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer la capacité des acteurs de l'éducation ✓ Monitorer la situation de protection des IDPs, des Réfugiés/demandeurs d'asile, la populations hôte ✓ Référencement des cas et soutien matériel ✓ Appui financier aux personnes ayant des Besoins spécifiques.
Help	Filets sociaux, abris, NFI	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Distribuer des Food/NFI aux déplacés internes ✓ Octroyer des abris aux déplacés et aux populations hôtes ✓ Renforcer les capacités des
INTERSOS	Protection, Education	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer la capacité des acteurs communautaires en monitoring de protection, ✓ Monitorer la situation de protection des IDPs, des Réfugiés/demandeurs d'asile, la populations hôte Référencement des cas et soutien matériel ou financier aux Personnes ayant des Besoins spécifiques.
Plan	Education, Protection	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des acteurs de l'éducation ✓ Apporter des appuis à la scolarisation des filles
Maries Stoppes	Santé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des acteurs de la santé Favoriser un accès aux services de santé sexuelle reproductive
LWR	SAME	Apporter des appuis à
ASMADE	✓ Santé, Filets sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des acteurs de la santé et l'Assistance Humanitaire ✓ Favoriser l'autonomisation économique des personnes déplacées et les populations ✓ Assurer la prise en charge psychosociale des personnes affectées par la crise sécuritaire
IRC	Protection	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Lutter contre les violences basées sur le genre ✓ Renforcer les capacités des acteurs de la protection de l'enfant ✓ Apporter des appuis aux réseaux de protection de l'enfant ✓
OCADES	Protection, Education, Santé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre en charge les personnes vivant avec un handicap ✓ Lutter les violences bases sur le genre ✓ Renforcer les capacités des acteurs de la santé, de l'Assistance Humanitaire

UNICEF	Protection de l'enfance,	✓ Apporter des appuis techniques et financiers dans la mise en œuvre des activités sur la protection de l'enfant
Structures déconcentrées de l'Etat	Protection, Education, Santé, Nutrition, Wash, Filet sociaux, Abris, Food/NFI, SAME, Cohésion Sociale	Coordination des activités des acteurs humanitaires dans leurs domaines d'intervention Mise en œuvre des activités en faveur des groupes vulnérables Elaboration des politiques et stratégies d'intervention des projets et programmes mise en œuvre par le gouvernement à travers les services déconcentrés des départements ministériels

3.2. Cartographie des interventions en éducation et protection, région du Nord

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des interventions en éducation et en protection dans la région du Nord. Ainsi donc, il faut noter que la plupart des besoins sont déjà prise en compte par les organismes dans la mise en œuvre de leurs activités dans la région notamment le renforcement des capacités des acteurs du système éducatif, l'accroissement de l'offre éducative, la dotation.

Structures	Domaine d'intervention	Réponses en cours
EDUCO	Education, Protection, Santé, Sécurité alimentaire, Cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des acteurs de l'éducation et de l'action sociale ✓ Accroître l'offre éducative par des alternatives éducatives adaptées à la crise sécuritaire ✓ Apporter des appuis en fournitures et la prise en charge des frais de scolarité aux élèves ✓ Assurer la prise en charge des enfants malnutris ✓ Appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et à la résilience ✓ Etat-civil, protection de l'enfant, santé sexuelle et reproductive
ACTED	Wash, Protection, Abris, NFI, SAME	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Distribuer des biens non alimentaires aux familles déplacées ✓ Organiser des transferts financiers aux déplacés internes et aux populations hôtes ✓ Fournir une assistance d'urgence en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement aux familles déplacées et aux familles d'accueil vulnérables
Save The Children	Protection, Santé, Filets sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection de l'enfant et Protection sociale à l'enfant, filets sociaux, ✓ Protection social sensible à l'enfant, filets sociaux,

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Protection de l'enfant ✓ Santé sexuelle et reproductive (amélioration de la santé et des droits relatifs à la sexualité et à la procréation des adolescents)
Tdh	Protection, Education, Nutrition, Wash, Food/NFI, SAME	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et à la résilience ✓ Etat-civil, protection de l'enfant, santé sexuelle et reproductive ✓ Fourniture de services de prévention et de protection aux enfants et élèves affectés par les situations d'urgence ✓ Soutien à l'Éducation des Enfants affectés par la Crise sécuritaire ✓ Support aux communautés et réduction de l'impact du COVID 19 sur les systèmes sociaux et de santé ainsi qu'en milieu carcéral ✓ Soutenir les enfants par la formation et d'autres méthodes pour favoriser l'autosuffisance et la protection contre l'émigration et l'abus du travail des enfants
UNHCR	Protection, Abris, NFI	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Apporter des appuis techniques et financiers dans la mise en œuvre des activités de protection, de NFI et d'abris
Help	Filets sociaux, abris, NFI	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Distribuer des Food/NFI aux déplacés internes ✓ Octroyer des abris aux déplacés et aux populations hôtes ✓ Renforcer les capacités des
INTERSOS	Protection, Education	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer la capacité des acteurs communautaires en monitoring de protection, ✓ Monitorer la situation de protection des IDPs, des Réfugiés/demandeurs d'asile, la populations hôte ✓ Référer les cas et soutien matériel ou financier aux Personnes ayant des Besoins spécifiques.
Plan	Education, Protection	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des acteurs de l'éducation ✓ Apporter des appuis à la scolarisation des filles
Maries Stoppes	Santé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les capacités des acteurs de la santé Favoriser un accès aux services de santé sexuelle reproductive
IRC	Protection	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Lutter contre les violences basées sur le genre ✓ Renforcer les capacités des acteurs de la protection de l'enfant ✓ Apporter des appuis aux réseaux de protection de l'enfant

OCADES	Protection, Education, Santé	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prendre en charge les personnes vivant avec un handicap ✓ Lutter les violences bases sur le genre ✓ Renforcer les capacités des acteurs de la santé, de l'Assistance Humanitaire
UNICEF	Protection de l'enfance,	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Apporter des appuis techniques et financiers dans la mise en œuvre des activités sur la protection de l'enfant
Structures déconcentrées de l'Etat	Protection, Education, Santé, Nutrition, Wash, Filet sociaux, Abris, NFI, SAME, Cohésion Sociale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Coordination des activités des acteurs humanitaires dans leurs domaines d'intervention ✓ Mise en œuvre des activités en faveur des groupes vulnérables ✓ Elaborer les politiques et stratégies d'intervention des projets et programmes mise en œuvre par le gouvernement à travers les services déconcentrés des départements ministériels
Association Développement Sans Frontière (DSF)	Education	<ul style="list-style-type: none"> ✓ accès, éducation des filles, éducation inclusive, éducation en situation d'urgence, passerelles, renforcement des politiques éducatives, COVID19, formation professionnelle

4. Besoins prioritaires en éducation et en protection

Ce paragraphe a pour objet de présenter eu égard des interventions déjà faites, les gaps en termes

4.1. Besoins prioritaires en éducation

Plusieurs actions sont à réaliser au regard de l'urgence. Parmi les actions les plus urgentes citées par les partenaires notamment les structures déconcentrées de l'éducation et des services de protection ainsi que des collectivités, on peut retenir entre autres la construction et l'équipement des espaces d'apprentissages, la dotation des EDI en kits scolaires, la formation du personnel en PSU. En effet, au regard des interventions en cours bien qu'elles couvrent pour la plupart ces domaines déjà citées mais demeurent très insuffisantes au regard des mouvements de population des derniers mois avec ses corollaires. Les mouvements de population se poursuivent toute chose qui nécessite le maintien des interventions de façon permanente d'où la nécessité de continuer avec les actions ci-après.

Tableau 9: Synthèse des besoins, stratégies d'intervention et actions prioritaires au Nord

Items	Problématique centrale	Stratégie d'intervention	Actions prioritaires à inclure	Cibles
Accès	Insuffisance des infrastructures d'accueil (salles de classes, table-	Renforcement des capacités d'accueil	Construction équipement Dotation	Zones d'accueil

	banc, bureaux, chaises, armoires, latrines, forages, tableaux à chevalet.			
	Faible capacité financière des familles	Subvention	Dotation de kits scolaires Octroi de bourses scolaires Dotation en moyens de déplacements	Élèves vulnérables
	Insuffisances des vivres dans les cantines	Plaidoyer pour l'acquisition de vivre	Dotation en vivre	Élèves vulnérables
	Rupture de la continuité scolaires	Assurer la continuité éducative	Délocalisation PER	Ecoles des zones à fort défi sécuritaires
Qualité	Faible/non maîtrise des thématiques liées à ESU	Renforcement des capacités en ESU	Formation en PESU, ESU, Save school, Pédagogie des grands groupes, pédagogie différenciée	Acteurs de la communauté éducative
	Difficultés d'apprentissage	Développer des activités éducatives complémentaires	Organiser des cours de soutien Dotation de dispositifs d'éclairage construction des tableaux muraux dotation des ardoises géantes.	élèves de la zone d'intervention
Gouvernance	Insuffisances de suivis/contrôles (administratifs, pédagogiques)	Renforcement des capacités opérationnelles des DPEPPNF et des DPEPS	Dotation de moyens de déplacements dotation de frais de carburants prise en charge des acteurs de suivi	DPEPPNF et des DPEPS
	Faible participation des élèves aux activités de la vie scolaire	Renforcement des structures des élèves	Dotation en matériels des clubs Deen-kan Former les membres des clubs Deen-kan	Élèves de la zone d'intervention

Tout comme dans la région du Nord, les besoins prioritaires ainsi que les actions urgentes ont développé peuvent se résumer comme présente dans le tableau suivant :

Tableau 10: Synthèse des besoins, stratégies d'intervention et actions prioritaires à la Boucle du Mouhoun et du Nord

Items	Problématique centrale	Stratégie d'intervention	Actions prioritaires à inclure	Cibles
Accès	Insuffisance des infrastructures éducatives	Réalisation de salles de classes temporaires	Construction d'ETA et de tentes	EDIs+Hôtes
	Insuffisance de mobiliers	Dotation en mobiliers	Equiper en table bancs, chaises, bureaux	Salle de classes temporaires construites
	Insuffisance d'infrastructures éducatives de jeunes enfants	Redynamiser les Bisongo	Formation/recyclage de monitrices, prise en charge, équipement des CEEP	CEEP, Bisongo, Monitrices

	Fermeture des écoles dans la majorité des communes	Délocalisation	Alimentation, santé, mobilisation sociale, hébergement,	Ecoles Fermées
Qualité	Insuffisance de matériel didactique et de fourniture scolaire	Dotation en matériel didactique, de manuel et de fourniture scolaires	Acquisition de matériel didactique, manuel scolaire et de kits scolaires	Ecoles-EDIs+Hôtes
	Inssuffisance de formation des acteurs de l'éducation sur l'ESU	Renforcement des capacités des acteurs de l'éducation	Initiation de cadres de formation	Acteurs de l'éducation
Gouvernance	Suivi-évaluation	Contractualiser avec les services techniques	suivi par les services techniques, le partenaire, évaluations	Services techniques
	Redevabilité	Création de cadre de concertation	Organisation d'ateliers de redevabilité	Toutes les parties prenantes
	Rapportage	Superviser mensuellement	Sorties de supervision	Projet-services techniques

Source : Données primaires, structures partenaires

4.2. Besoins prioritaires en protection

Out comme l'éducation, les principaux besoins dans le domaine de la protection sont entre autres des besoins prioritaires tels que l'hébergement à travers le renforcement es sites d'accueil vu le nombre croissant des déplacés ces derniers mois. Aussi, Identification d'un site de transit, la construction et équipement d'un centre de transit, kit d'urgence et de dignité (couverture, savon, coton hygiénique, pate, brosse, natte, seau moustiquaire, habillement...), l'Identification et coordination des acteurs de protection, formation des acteurs, conférence de cas, Renforcement du système communautaire (CCPE, RCPE, RPE), Réunification familiale. En somme, il s'agit de proposer des actions pour assurer que les déplacés internes auront des sites de logements adéquats, leurs fournir des moyens de subsistance et enfin travailler à protéger les enfants à travers l'identification des personnes vulnérables, victimes de violences, et des personnes a besoins spécifiques surtout les enfants. Il s'agira également en vue de protéger les enfants d'assurer le paiement des frais de scolarité des enfants déplacés internes.

Tableau 11: Synthèse des besoins, stratégies d'intervention et actions prioritaires à la Boucle du Mouhoun et du Nord en protection

Items	Problématique centrale	Stratégie d'intervention (en milieu scolaire et communautaire)	Action prioritaires (en milieu scolaire et communautaire)	Cibles	Zone
besoins primaires	Hébergement	Trouver des sites d'hébergement	Plaidoyer, installation de tentes	EDIs+Hôtes	KOSSI-SOUROU
		Renforcement des capacités des centres d'accueil (NOUNA)	Contribution au fonctionnement des centres	Centres d'accueil	KOSSI
	Déscolarisation	Réinsertion scolaire	Paiement des frais scolaire, dotation en fourniture scolaire, dotation en	EDIs+Hôtes	KOSSI-SOUROU

			documents d'état civil		
	Alimentation	Apporter un appui alimentaire	Distribution de vivres	EDIs+Hôtes	KOSSI-SOUROU
	WASH	Doter en kits d'hygiène	Réalisation de latrines, DLM,	Ecoles-EDIs+Hôtes	KOSSI-SOUROU
	Identification des EDIs	Réaliser la cartographie des EDIs	Identification des référents gestionnaires de sites virtuels,	Ecoles-EDIs+Hôtes	KOSSI-SOUROU
prise en charge psychosociale	Mobilité	Création et équipement d'un centre de transit	Identification d'un site de transit, construction et équipement d'un centre de transit, kit d'urgence et de dignité(couverture, savon, coton hygiénique, pate, brosse, natte, seau moustiquaire, habillement...)	EDIs+Hôtes	KOSSI-SOUROU
	Violences	Gestion de cas	Renforcement du système communautaire (CCPE,RCPE,RPE), Réunification familiale,	EDIs+Hôtes	KOSSI-SOUROU
	Séparation	Réunification familiale	Médiation, sensibilisation, plaidoyer		KOSSI-SOUROU
Référéncement	Victime de violence	Mécanisme endogène de protection de protection	Identification et coordination des acteurs de protection, formation des acteurs, conférence de cas,	EDIs+Hôtes+leaders communautaires	KOSSI-SOUROU
	Méconnaissance/ réticence du mécanisme de dénonciation	Encourager les communautés à la dénonciation	Mise en place de Dispositif d'accompagnement protecteur des EDIs), formation des acteurs sur les stratégies de signalement et de référéncement		

Source : Données primaires, structures partenaires

Conclusions et recommandations

La crise sécuritaire touche plusieurs personnes dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun. Ces personnes sont exposées à plusieurs sortes de risques notamment en termes d'accès à la sécurité, à l'alimentation et aux services sociaux de base dont l'éducation et la protection. Sans une intervention des partenaires, l'Etat n'arrivera pas à trouver une réponse adéquate au regard des exigences en termes de sécurité. En effet, les communautés déplacées perdent tous leurs moyens de production et ne peuvent faire face à une absence de nourriture, d'argent et d'abris aussi longtemps

La crise sécuritaire affecte les communautés des régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord de façon multiforme en termes d'accès à la sécurité, à l'alimentation et aux services sociaux de base dont l'éducation et la protection.

Il convient donc de proposer une intervention de prend en compte plusieurs dimensions de la crise notamment ne pluralité de réponses susceptibles d'être adaptées en fonction des conditions de sécurité, des demandes des communautés et des ressources mobilisables au niveau local.

L'intervention pourrait proposer des alternatives éducatives en vue d'assurer la continuité de l'éducation malgré la crise mais aussi prendre en compte les questions de protection, d'accès à la nourriture. Elle devrait tenir compte des enfants qui se sont déplacés avec les écoles que des enfants n'ayant plus la possibilité d'aller à l'école car leurs établissements sont fermés dans leurs lieux d'habitations actuels.

Références bibliographiques

- Rapport statistique mensuel de données d'Education en Situation d'Urgence du 31 octobre 2021,
- SP CONASUR, enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso, septembre 2021,
- INTERSOS, Rapport mensuel de monitoring de protection, Région du Nord octobre 2021,
- INTERSOS, Rapport mensuel de monitoring de protection, Région de la Boucle du Mouhoun octobre 2021,
- MENAPLN (octobre 2021). Rapport sur les statistiques de rentrée ESU - DGESS / MENAPLN ?
- MENAPLN (Mars 2019). Stratégie de Scolarisation des Elèves dans les Zones à forts Défis Sécuritaires 2019-2024
- Burkina Faso : Aperçu de la situation humanitaire (Au 30 septembre 2021) , <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-aper-u-de-la-situation-humanitaire-au-30-septembre-2021>.
-